



Conseil économique et social

Distr. générale
6 septembre 2023
Français
Original : anglais

Session de 2023

25 juillet 2022-26 juillet 2023

Débat consacré à la gestion (juillet)

Compte rendu analytique de la 43^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 25 juillet 2023, à 10 heures

Présidence : M^{me} Narváez Ojeda (Vice-Présidente) (Chili)

Sommaire

Point 15 de l'ordre du jour : Coopération régionale

Point 19 de l'ordre du jour : Questions sociales et questions relatives aux droits humains

c) Prévention du crime et justice pénale

d) Stupéfiants (*suite*)

Point 18 de l'ordre du jour : Questions relatives à l'économie et à l'environnement

k) Forum des Nations Unies sur les forêts

h) Coopération internationale en matière fiscale (*suite*)

i) Information géospatiale (*suite*)

f) Administration publique et développement (*suite*)

Point 19 de l'ordre du jour : Questions sociales et questions relatives aux droits humains

g) Instance permanente sur les questions autochtones

f) Droits humains (*suite*)

Point 17 de l'ordre du jour : Organisations non gouvernementales (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org)

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



En l'absence de M^{me} Stoeva (Bulgarie), M^{me} Narváez Ojeda (Chili), Vice-Présidente, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 heures.

Point 15 de l'ordre du jour : Coopération régionale
(E/2021/15 et E/2021/15/Add.1)

1. **M^{me} Ortiz de Urbina** (Directrice par intérim du Bureau des commissions régionales à New York), présentant le rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale dans les domaines économique et social et les domaines connexes (E/2023/15), dit que le rapport fait le point sur les stratégies régionales concernant les grands problèmes mondiaux et trace un bilan des travaux entrepris par les commissions régionales durant la période considérée. L'additif au rapport (E/2023/15/Add.1) contient des informations sur les résolutions et décisions pertinentes adoptées par les commissions régionales.

2. Dans une conjoncture économique mondiale marquée par un ralentissement et une forte inflation, les pays sont aux prises avec la crise climatique, la dégradation de l'environnement, la hausse des inégalités, la montée des tensions et des conflits géopolitiques et l'affaiblissement des normes et des institutions mondiales. Cette accumulation de difficultés met à mal la solidarité et la confiance à l'échelle mondiale et compromet la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans ce contexte, guidées par les textes issus des principales conférences mondiales et régionales, les commissions régionales ont continué à mettre à profit leur rôle consistant à orienter la réflexion et leur fonction d'instance fédératrice pour faire progresser l'action régionale en faveur des objectifs de développement durable, produire des connaissances et des données, soutenir les pays dans la mise en place de mesures efficaces et créer une dynamique politique positive à l'approche du Sommet sur les objectifs de développement durable.

3. Le rapport du Secrétaire général se divise en deux parties. Dans la première partie, le Secrétaire général fait le point sur l'état d'avancement de la réalisation du Programme 2030 dans les cinq régions, et illustre la manière dont les commissions régionales aident les pays à passer du risque à la résilience et à garantir un avenir plus durable et plus équitable. Dans la deuxième partie, il offre une vue d'ensemble des initiatives régionales et interrégionales pilotées par les commissions régionales ainsi que des mesures prises pour mener à bon terme le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, en particulier la réforme régionale.

4. Dans le domaine du financement du relèvement durable et de la résilience, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a coordonné les travaux du groupe de travail de haut niveau sur l'architecture financière internationale, composé de ministres africains des finances, de la planification et du développement économique et de représentantes et représentants de l'Union africaine, des principales banques régionales, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Lieu d'échange propice aux activités de sensibilisation et à la coordination, le groupe de travail a appelé le Groupe des Vingt à s'attaquer au problème de la soutenabilité de la dette. Dans la région arabe, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a lancé le mécanisme de conversion de la dette en investissements pour la protection du climat et la réalisation des objectifs de développement durable, tandis que dans la région Asie-Pacifique, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) fournit une assistance technique à plusieurs gouvernements dans le domaine des obligations vertes.

5. En ce qui concerne la sécurité et la viabilité énergétique, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) mène des études thématiques et des activités de coopération technique avec les pays dits du « triangle du lithium », à savoir l'Argentine, l'État plurinational de Bolivie et le Chili. La Commission économique pour l'Europe poursuit quant à elle ses travaux dans les domaines de l'efficacité énergétique et de la numérisation, et soutient activement la mise en œuvre des Orientations-cadres pour l'élaboration de normes relatives à l'efficacité énergétique des bâtiments.

6. Dans le domaine de la protection de l'environnement et de la transformation des systèmes alimentaires, la CESAO travaille en partenariat avec la Ligue des États arabes et d'autres organisations régionales sur les politiques régionales en matière d'eau et de sécurité alimentaire. La CESAP dirige quant à elle les travaux relatifs au Programme d'action régional relatif à la pollution atmosphérique, qui fait office de cadre global de coopération visant à améliorer la gestion de la qualité de l'air.

7. Pour ce qui est de la promotion de la coopération numérique au service des objectifs de développement durable, plusieurs commissions régionales ont facilité la mise en place de cadres et de plans d'action régionaux. La CEA a contribué à l'élaboration du Cadre stratégique en matière de données de l'Union africaine, la CESAO a élaboré le Plan d'action arabe dans le domaine du numérique pour 2023-2033, et la CEPALC a apporté son soutien à l'adoption du Plan d'action dans le domaine

du numérique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour 2022-2024.

8. Les commissions régionales sont restées déterminées à assurer une meilleure coordination et une exécution cohérente et efficace des travaux aux fins de la mise en œuvre du Programme 2030 dans tous les pays et toutes les régions.

9. **M. Garrido Melo** (Chili) dit que si 48 % des cibles de développement durable affichent une tendance positive, les progrès ne sont toutefois pas aussi importants qu'au cours des années précédentes. Les objectifs relatifs à l'élimination de la pauvreté, à l'égalité, aux villes, à l'environnement, à la paix et à la justice ne sont pas en voie d'être atteints d'ici à 2030. Dans cette perspective, il est indispensable de redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs avant la fin de la décennie. La CEPALC accomplit un travail très important afin de redresser la barre et réaliser les objectifs ainsi que de promouvoir des mesures qui garantissent la durabilité, l'inclusion et la résilience des pays de la région. Parmi ses initiatives les plus notables, on peut citer son action en faveur de la transition vers les énergies propres et, en particulier, les études thématiques et la coopération en matière d'assistance technique menées avec les pays dits du « triangle du lithium », dont le Chili. Face aux niveaux élevés d'endettement, la CEPALC a créé le Fonds de résilience des Caraïbes pour remédier à l'extrême vulnérabilité des petits États insulaires en développement de la région.

10. À la huitième Conférence ministérielle sur la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui s'est tenue en Uruguay en novembre 2022, les participants ont approuvé le Plan d'action dans le domaine du numérique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, dont l'objectif est de promouvoir la transformation numérique et de renforcer les alliances régionales, en particulier dans le domaine de l'intégration commerciale et de la coopération régionale. La quinzième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui s'est tenue en Argentine en novembre 2022, a été source de progrès dans la concrétisation des engagements pris pour intégrer et financer la société des soins et ainsi corriger les inégalités de genre et favoriser l'autonomisation des femmes. À cette occasion, le nouveau Secrétaire exécutif de la CEPALC a souligné qu'il fallait avant tout s'appuyer sur le développement productif, l'éducation, la résilience et la transformation numérique pour favoriser un relèvement juste, durable et inclusif après les multiples crises qui ont frappé la région, une attention particulière devant par ailleurs être

accordée au renforcement des institutions dans tous ces domaines d'activité prioritaires.

11. **M. Chumakov** (Observateur de la Fédération de Russie) dit que, bien qu'elle ne soit pas membre du Conseil économique et social, sa délégation s'oppose à l'adoption par ce dernier du projet de résolution IV sur l'approbation de la décision J (70) de la Commission économique pour l'Europe relative à la mise en place du mécanisme de réaction rapide pour la protection des défenseurs et défenseuses de l'environnement au titre de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus). La décision de créer le mécanisme avait été adoptée par la Réunion des Parties à la Convention d'Aarhus qui s'est tenue à Genève le 21 octobre 2021. Le poste de Rapporteur spécial sur les défenseurs et défenseuses de l'environnement au titre de la Convention d'Aarhus a ensuite été créé au sein du secrétariat de la Commission économique pour l'Europe, financé par des contributions volontaires de l'Union européenne. Ce Rapporteur spécial a pour mandat, notamment, de mener des campagnes d'information et des activités de médiation politique afin de protéger les personnes persécutées pour avoir tenté de faire valoir leurs droits en vertu de la Convention d'Aarhus.

12. C'est sur cette base que la Commission économique pour l'Europe a adopté, à sa soixante-dixième session, tenue en avril 2023, la décision J (70), qui est maintenant soumise au Conseil pour adoption. La Commission économique pour l'Europe demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de l'aider davantage à renforcer la capacité de son secrétariat de mettre en place le mécanisme. La décision J (70) a été adoptée par vote et n'exprime pas la position de tous les États membres de la Commission économique pour l'Europe. Elle a été imposée par un groupe de pays mus par des desseins politiques, qui observent une discipline de bloc et abusent de leur suprématie numérique au sein de la Commission. Dans la pratique, la décision de mettre en place le mécanisme de réaction rapide a entraîné la création d'un seul poste financé par le budget ordinaire de l'ONU, à savoir un juriste de classe P-3 chargé d'assister le Rapporteur spécial. Les incidences sur le budget-programme s'élèvent à 251 700 dollars.

13. À ce propos, il convient de noter que, parmi les instruments juridiques de la Commission économique pour l'Europe, la Convention d'Aarhus était déjà l'un des mieux dotés en personnel, quatre de ses postes étant financés par le budget ordinaire de l'ONU. À l'origine, la décision de créer le mécanisme avait été adoptée dans

le cadre de la Convention par un nombre restreint d'États parties. Par conséquent, elle ne devrait pas créer une charge supplémentaire pour les États Membres de l'ONU qui ne sont pas parties à la Convention. Il est inacceptable de demander à tous les États Membres de l'Organisation de prendre en charge les coûts liés à ce mécanisme qui pourrait être intégralement financé par le groupe restreint de pays riches dont il sert les intérêts. En outre, les activités du Rapporteur spécial relèvent du domaine des droits humains, qui ne fait pas partie du mandat de la Commission économique pour l'Europe.

14. En raison de manœuvres politiques, la Fédération de Russie n'est pas membre du Conseil et n'est donc pas en mesure de contester juridiquement l'adoption de la décision J (70). La délégation russe ne se considérera pas comme liée par cette décision, dans le cas où celle-ci serait adoptée. Il n'est pas dans l'intérêt de la majorité de créer un précédent qui pourrait être utilisé au sein du Conseil pour étendre des décisions régionales ambiguës à l'ensemble des États Membres de l'ONU. Les membres du Conseil devraient adopter une décision équilibrée et, pour les raisons qui précèdent, la délégation russe demande que le projet de résolution en question soit mis aux voix, conformément à l'article 59 du Règlement intérieur du Conseil. Les membres devraient voter contre l'adoption du projet de résolution.

15. **M^{me} Cao Liwen** (Chine) dit que des divergences importantes persistent entre les États membres de la Commission économique pour l'Europe en ce qui concerne son projet de résolution IV relatif à la mise en place du mécanisme de réaction rapide pour la protection des défenseurs et défenseuses de l'environnement au titre de la Convention d'Aarhus. Au vu des incidences sur le budget-programme évoquées précédemment, de nombreux membres du Conseil, dont la Chine, continuent de s'interroger et espèrent que la Commission économique pour l'Europe donnera davantage de précisions sur la nécessité de créer de nouveaux postes. En conséquence, le Conseil devrait reporter sa décision concernant le projet de résolution afin d'accorder plus de temps aux discussions, en s'attachant à parvenir à un consensus et à répondre aux préoccupations budgétaires de toutes les parties.

16. **M. Evseenko** (Observateur du Bélarus) dit que, s'agissant du projet de résolution IV figurant dans le document [E/2023/15/Add.1](#) relatif à la mise en place du mécanisme de réaction rapide pour la protection des défenseurs et défenseuses de l'environnement au titre de la Convention d'Aarhus, la décision J (70) de la Commission économique pour l'Europe ne fait pas l'objet d'un consensus. Rien ne saurait justifier que des ressources du budget ordinaire de l'ONU soient

consacrées à la Convention d'Aarhus, qui n'est pas universelle. En outre, la création d'un nouveau mécanisme dans le cadre de cette Convention est superflue et obligerait la Commission économique pour l'Europe à renforcer les capacités de son secrétariat, financé par le budget ordinaire de l'ONU. Le texte de la décision J (70), en particulier l'affirmation selon laquelle « [...] le nombre de Parties à la Convention augmente progressivement », est erroné. En 2022, un des États parties s'est retiré de la Convention, déplorant l'instrumentalisation de celle-ci à des fins politiques et le recours à des pratiques discriminatoires dans le cadre de ses travaux. Malheureusement, force est de constater que les principes fondamentaux de la Convention ont été mis à mal, le droit international méprisé et le multilatéralisme affaibli. Tous les membres du Conseil devraient donc s'abstenir d'adopter la décision J (70), qui n'a pas fait l'objet d'un consensus au sein de la Commission économique pour l'Europe.

Projet de résolution : Renforcement de l'action menée par l'Institut africain de développement économique et de planification pour aider les membres de la Commission économique pour l'Afrique à consolider la planification du développement et à améliorer leur capacité de formuler et de mettre en œuvre des politiques publiques efficaces en vue de la transformation structurelle et du développement durable

17. **La Présidente** appelle l'attention sur le projet de résolution figurant à la section A du chapitre I de l'additif au rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale dans les domaines économique et social et les domaines connexes ([E/2023/15/Add.1](#)).

18. **M^{me} Herity** (Secrétaire du Conseil) donne lecture, conformément à l'article 31 du Règlement intérieur du Conseil, d'un état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution, et dit que les prévisions de dépenses détaillées et les hypothèses sur lesquelles elles reposent figurent en annexe de la version écrite de la déclaration orale distribuée le 23 juillet 2023.

19. Si le Conseil approuve le projet de résolution, il faudra demander, dans le cadre du rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil à sa session de 2023, l'ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget-programme pour l'année 2024 d'un montant de 1 086 900 dollars, déduction faite des contributions du personnel. Il faudra alors prévoir au chapitre 36 (Contributions du personnel) des ressources supplémentaires d'un montant de 105 400 dollars, qui seront également demandées dans le cadre du rapport du

Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil à sa session de 2023. Ce montant sera compensé par l'inscription du même montant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel). Des ressources d'un montant similaire seront demandées chaque année, à partir de 2025, dans le cadre du projet de budget-programme correspondant.

20. *Le projet de résolution est adopté.*

Suite donnée aux recommandations figurant dans l'additif au rapport du Secrétaire général (E/2023/15/Add.1)

21. **La Présidente** appelle l'attention sur les projets de résolution figurant à la section B du chapitre I de l'additif au rapport.

Projet de résolution I : Guide des meilleures pratiques pour une gestion efficace du méthane provenant des mines de charbon au niveau national : suivi, notification, vérification et atténuation

Projet de résolution II : Les principes et prescriptions du Système des Nations Unies pour la gestion des ressources

Projet de résolution III : Demande de renforcement du rôle du secrétariat de la Commission économique pour l'Europe pour ce qui est d'aider les États membres à mettre en place des systèmes énergétiques résilients et à moderniser leurs systèmes de gestion des ressources

Projet de résolution IV : Mise en place du mécanisme de réaction rapide pour la protection des défenseurs et défenseuses de l'environnement au titre de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus)

22. **M^{me} Herity** (Secrétaire du Conseil) donne lecture, conformément à l'article 31 du Règlement intérieur du Conseil, d'un état des incidences sur le budget-programme des projets de résolution III et IV, et dit que les prévisions de dépenses détaillées et les hypothèses sur lesquelles elles reposent figurent en annexe de la version écrite de la déclaration orale distribuée le 23 juillet 2023.

23. Si le Conseil approuve le projet de résolution III, il faudra demander, dans le cadre du rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil à sa session de 2023, l'ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget-programme pour

l'année 2024 d'un montant de 250 400 dollars (renouvelables) et de 23 300 dollars (non renouvelables). Il faudra alors prévoir au chapitre 36 (Contributions du personnel) des ressources supplémentaires d'un montant de 25 500 dollars, qui seront également demandées dans le cadre du rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil à sa session de 2023. Ce montant sera compensé par l'inscription du même montant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel). Les dépenses renouvelables seront demandées chaque année, à partir de 2025, dans le cadre du projet de budget-programme correspondant.

24. Si le Conseil approuve le projet de résolution IV, il faudra demander, dans le cadre du rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil à sa session de 2023, l'ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget-programme pour l'année 2024 d'un montant de 250 200 dollars (renouvelables) et de 14 600 dollars (non renouvelables). Il faudra alors prévoir au chapitre 36 (Contributions du personnel) des ressources supplémentaires d'un montant de 19 200 dollars, qui seront également demandées dans le cadre du rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil à sa session de 2023. Ce montant sera compensé par l'inscription du même montant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel). Les dépenses renouvelables seront demandées chaque année, à partir de 2025, dans le cadre du projet de budget-programme correspondant.

25. *Les projets de résolution I, II et III sont adoptés.*

26. **La Présidente** dit que la représentante de la Chine a demandé le report de la décision concernant le projet de résolution IV, conformément à l'article 50 du Règlement intérieur du Conseil.

27. **M. Heartney** (États-Unis d'Amérique) dit qu'il est nécessaire de préciser à quelle session du Conseil la décision en question sera reportée.

28. **M^{me} Cao Liwen** (Chine) dit que sa proposition de reporter la décision concernant le projet de résolution IV vise à donner au Conseil plus de temps pour l'examiner, afin de pouvoir parvenir à un consensus quant à son adoption. Sa délégation n'a pas de calendrier précis à l'esprit pour le report mais reste ouverte aux suggestions.

29. **M. Heartney** (États-Unis d'Amérique) dit que, si le projet de résolution avait initialement suscité une

certaine opposition, il a ensuite été adopté par la Commission économique pour l'Europe. Les incidences du projet de résolution sur le budget-programme sont relativement faibles, et le motif invoqué pour demander une aide supplémentaire, à savoir la garantie d'une réaction rapide pour la protection des défenseurs et défenseuses de l'environnement, est un enjeu majeur, en particulier à la lumière de la guerre non provoquée lancée par la Russie contre l'Ukraine. Parmi les trois pays qui n'ont pas appuyé le projet de résolution, un État, la Russie, a directement attaqué l'Ukraine, en violation de la Charte des Nations Unies, et un autre, le Bélarus, a coopéré étroitement avec la Russie. La proposition de report ne repose sur aucun motif valable. Le projet de résolution a fait l'objet d'une discussion approfondie au Conseil économique pour l'Europe, et les mêmes objections ont été examinées et rejetées. Le Conseil devrait procéder à l'adoption du projet de résolution.

30. **M^{me} Cao Liwen** (Chine) dit que, dans le système des Nations Unies, les commissions régionales peuvent avoir un certain degré de consensus préliminaire sur certaines décisions. Il est important de ne pas encourager le fait de soumettre au Conseil, poursuite à donner, des décisions controversées.

31. *Conformément à l'article 50 du Règlement intérieur, il est procédé au vote sur la demande présentée par la Chine visant à reporter la décision concernant le projet de résolution IV.*

Votent pour :

Chine, Inde.

Votent contre :

Afghanistan, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tchéquie.

S'abstiennent :

Argentine, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Îles Salomon, Indonésie, Kazakhstan, Libye, Madagascar, Maurice, Mexique, Nigéria, Oman, Qatar, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Tunisie, Zimbabwe.

32. *Par 22 voix contre 2, avec 18 abstentions, la demande de report de la décision concernant le projet de résolution IV est rejetée.*

33. *Le projet de résolution IV est adopté.*

34. **M^{me} Cao Liwen** (Chine) regrette que le Conseil ait insisté pour se prononcer sur des projets de résolution qui n'avaient pas fait l'objet d'un consensus et qui avaient suscité des divergences et des préoccupations. Le Conseil devrait prendre en considération les préoccupations exprimées par ses membres.

35. **M. Chumakov** (Observateur de la Fédération de Russie) dit que, bien que sa délégation ne soit pas en mesure de s'exprimer en vertu de l'article 50 du Règlement intérieur, il est regrettable que la délégation des États-Unis ait politisé les travaux de la Commission économique pour l'Europe et de l'ONU, en faisant référence au conflit en Ukraine. L'objection de sa délégation au projet de résolution IV n'est nullement liée à ce conflit, mais plutôt au fait qu'un groupe d'États européens utilise la défense des droits humains comme prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres États. Malheureusement, le Conseil n'a pas été en mesure d'accorder une attention suffisante à cet état de fait déplorable. Sa délégation espère qu'à l'avenir, il sera davantage possible de se pencher sur les véritables processus qui sont à la base d'initiatives telles que la Convention d'Aarhus.

Projet de résolution : Admission de Djibouti à la qualité de membre de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

36. **La Présidente** appelle l'attention sur le projet de résolution figurant à la section C du chapitre I de l'additif au rapport du Secrétaire général (E/2023/15/Add.1).

37. *Le projet de résolution est adopté.*

Point 19 de l'ordre du jour : Questions sociales et questions relatives aux droits humains

c) Prévention du crime et justice pénale (E/2023/30 et E/2023/30/Add.1)

38. **M^{me} Faxas de Jorgensen** (Observatrice de la République dominicaine), Vice-Présidente de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, intervenant par visioconférence, présente les rapports de la Commission sur les travaux de sa trente-deuxième session (E/2022/30 et E/2023/30/Add.1). Elle dit que des niveaux records de participation ont été enregistrés au cours de cette session. La Commission a adopté par consensus six projets de résolution, qui sont soumis au Conseil, pour examen, et qui contribueront à la réalisation de divers objectifs de développement durable, notamment l'objectif 16, qui est au cœur du mandat de la Commission.

39. Parmi les recommandations de la Commission au Conseil figure un projet de résolution axé spécifiquement sur la contribution de la Commission à l'accélération de la mise en œuvre du Programme 2030. Dans ce projet de résolution, l'Assemblée générale inviterait notamment la Commission à continuer d'élaborer des initiatives de politique générale et de sensibilisation de portée mondiale pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, à encourager les États Membres qui présentent des examens nationaux volontaires au forum politique de haut niveau pour le développement durable à faire part de leur expérience, des progrès accomplis et des difficultés et obstacles rencontrés lors de la mise en œuvre des aspects du Programme 2030 qui intéressent les travaux de la Commission, et à encourager également les États Membres à envisager d'inclure des informations en lien avec les travaux de la Commission dans leurs examens nationaux volontaires pour 2024.

40. La Commission a arrêté les questions de fond inscrites à l'ordre du jour du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se tiendra aux Émirats arabes unis en 2026 et qui s'articulera autour du thème principal intitulé « Accélérer la prévention du crime, la justice pénale et l'état de droit : protéger les populations et la planète et réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 à l'ère du numérique ». Exhaustif et tourné vers l'avenir, cet ordre du jour et ses ateliers thématiques connexes donneront aux États l'occasion de discuter en profondeur de quatre éléments fondamentaux : faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit, protéger les populations et la planète, mettre en œuvre le Programme 2030, et faire un usage responsable des technologies à l'ère numérique.

41. À sa trente-deuxième session, la Commission s'est concentrée sur l'accès à la justice et sur l'objectif connexe de l'Assemblée générale. Une manifestation spéciale consacrée à la réalisation des objectifs a été organisée le jour de l'ouverture de la session, en présence du Président de l'Assemblée générale. La discussion thématique de la session régulière s'est tenue sur le thème de l'amélioration du fonctionnement du système de justice pénale afin de garantir l'accès à la justice et d'instaurer une société sûre et sécurisée. En juin 2023, la Présidente de la Commission a participé au débat de haut niveau de l'Assemblée générale sur le thème suivant : « Égal accès de tous à la justice : faire avancer les réformes pour promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives ». En marge de ce débat de haut niveau, la Présidente est intervenue lors d'une manifestation parallèle de haut niveau sur le

thème suivant : « Vers une justice axée sur l'être humain : élaboration de politiques et données récentes pour atteindre l'objectif 16 ». À l'occasion du forum politique de haut niveau de juillet 2023, les présidences de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et de la Commission des stupéfiants, entités établies à Vienne, ont organisé une manifestation parallèle conjointe consacrée à l'accès à la justice et aux services de santé.

42. Conformément au mandat que lui a confié l'Assemblée générale, la Commission organise des discussions thématiques annuelles dans le cadre du suivi de la « Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Le troisième cycle de ces discussions se tiendra en septembre 2023 et portera sur plusieurs thèmes, dont l'accès à la justice et la mise en place d'institutions efficaces, responsables, impartiales et ouvertes à tous et à toutes.

43. Dans le cadre de la préparation du Sommet sur les objectifs de développement durable, la Présidente de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a participé au débat du Conseil consacré aux contributions, qui a mis l'accent sur les mesures visant à accélérer le relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la réalisation des objectifs. En fait, la Présidente a souligné à plusieurs reprises la nécessité de mentionner, dans la déclaration issue du Sommet, l'incidence de la justice pénale et de la prévention du crime sur la mise en œuvre du Programme 2030. La Commission a soumis une contribution écrite au forum politique de haut niveau. Au cours du débat du Conseil consacré à la gestion, la Présidente a fait part d'actions innovantes et a formulé des recommandations concrètes sur la question transversale des institutions axées sur l'être humain et résilientes et des politiques tenant compte des risques.

44. En ce qui concerne l'examen 2022 des travaux des organes subsidiaires du Conseil, si la Commission a déjà mis en œuvre un certain nombre de recommandations du Conseil, elle a renforcé son engagement à ne laisser personne de côté en améliorant l'inclusion des personnes en situation de handicap et en redoublant d'efforts pour inscrire la question de l'inclusion de ces personnes à l'ordre du jour de ses séances. Elle a également œuvré à mieux prendre en compte les tendances à long terme, notamment les tendances démographiques, et envisage de poursuivre ses travaux dans ce domaine avec d'autres entités spécialisées dans la prévention du crime et la justice pénale. La Commission s'efforce de lier plus activement ses

travaux aux examens nationaux volontaires au moyen du projet de résolution susmentionné.

Suite donnée aux recommandations figurant dans le rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/2021/30)

45. **La Présidente** appelle l'attention sur les projets de résolution figurant à la section A du chapitre I du rapport.

Projet de résolution I : Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Projet de résolution II : Réduction de la récidive grâce à la réadaptation et à la réinsertion

Projet de résolution III : Renforcer la contribution de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à l'accélération de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Projet de résolution IV : Assistance technique fournie par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans le domaine de la lutte contre le terrorisme

Projet de résolution V : Égalité d'accès à la justice pour tous et toutes

46. **M. Milano** (Italie) dit que sa délégation attend avec impatience l'adoption par consensus des projets de résolution, y compris celle du projet de résolution IV sur l'assistance technique fournie par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. En collaboration avec d'autres délégations, l'Italie s'est employée à faire mieux connaître le projet de résolution IV et à y contribuer dans le cadre des travaux de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Malgré les efforts déployés et la détermination réaffirmée à l'occasion du huitième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, le terrorisme reste une menace mondiale dont les manifestations évoluent et s'amplifient. On ne saurait éliminer le terrorisme sans adopter de stratégie interinstitutions et multilatérale, afin de s'attaquer à ses racines profondes, qui sont souvent liées à la pauvreté, au manque d'inclusion sociale et à la mauvaise gouvernance. Soucieuse de soutenir l'ONU dans ses activités de promotion de la coopération internationale dans le cadre de la lutte contre les activités criminelles transnationales, l'Italie a contribué à l'action de

l'ONUDC en fournissant une assistance aux États Membres dans le domaine de la prévention et de la lutte contre le terrorisme.

47. À ce propos, il est important d'examiner et d'actualiser régulièrement le mandat de l'ONUDC. Dans le projet de résolution IV, l'importance de la lutte contre le terrorisme motivé par la religion ou par la xénophobie, le racisme et d'autres formes d'intolérance est mise en lumière. On y met également l'accent sur la lutte contre le financement des activités terroristes, la participation des jeunes aux mesures de prévention, l'utilisation des nouvelles technologies et la dimension de genre dans les politiques et instruments de lutte contre le terrorisme. L'Italie continuera à travailler avec les autres États Membres et les bureaux et organismes des Nations Unies pour renforcer les politiques et les capacités de lutte contre la menace mondiale que constitue le terrorisme.

48. *Les projets de résolution I, II, III, IV et V sont adoptés.*

49. **M. Black** (Canada) dit que sa délégation a déposé le projet de résolution V, qui est le premier dans l'histoire de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur le thème important de l'égalité d'accès à la justice pour tous et toutes. Le large soutien apporté à ce projet de résolution montre que son objectif est approuvé dans le monde entier. Le Canada se félicite que le Conseil ait adopté le projet de résolution V par consensus et est déterminé à en appuyer la pleine mise en œuvre. Le texte met l'accent sur de nombreux éléments clés de la justice, tels que le principe d'égalité de toutes les personnes devant la loi, la prise en compte des questions de genre, l'accès à l'aide juridictionnelle et les programmes de justice réparatrice ainsi que la nécessité de protéger davantage les personnes en situation de vulnérabilité. Il souligne également l'importance que revêtent l'utilisation de données quantitatives et qualitatives ventilées pour éclairer la prise de décision fondée sur des données d'observation, et la collaboration multisectorielle, pluridisciplinaire et multipartite pour garantir des mesures de justice efficaces et inclusives. Ces mesures constituent une étape décisive vers la pleine réalisation de l'objectif de développement durable n° 16 et de la vision du Programme 2030 consistant à ne laisser personne de côté.

Projet de décision : Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa trente-deuxième session et ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session

50. **La Présidente** appelle l'attention sur le projet de décision figurant à la section B du chapitre I du rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/2023/30).

51. *Le projet de résolution est adopté.*

52. **La Présidente** croit comprendre que le Conseil souhaite prendre note du rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa trentième et unième session, tel qu'il figure dans le document E/2023/30/Add.1.

53. *Il en est ainsi décidé.*

d) Stupéfiants (suite) (E/2023/28/Add.1)

54. **La Présidente** croit comprendre que le Conseil souhaite prendre note du rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de la reprise de sa soixante-cinquième session, tel qu'il figure dans le document E/2022/28/Add.1.

55. *Il en est ainsi décidé.*

Point 18 de l'ordre du jour : Questions relatives à l'économie et à l'environnement

k) Forum des Nations Unies sur les forêts (E/2023/42)

56. **M^{me} Zamora Zumbado** (Costa Rica), Vice-Présidente du Forum des Nations Unies sur les forêts, présentant le rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa dix-huitième session (E/2023/42), dit que la session s'est tenue au Siège de l'ONU à New York, du 8 au 12 mai 2023, en présence d'environ 400 participants. À cette occasion, les membres du Forum ont fait le point sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs relatifs aux forêts arrêtés au plan mondial dans le cadre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) et ont recensé les grandes possibilités et difficultés à cet égard. Certaines de ces possibilités sont liées aux objectifs de développement durable, comme l'ont montré les travaux du forum politique de haut niveau de 2023 et du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Il s'agit notamment des nouvelles questions relatives aux forêts, à l'énergie et aux moyens de subsistance, des défis liés au rehaussement des financements octroyés aux forêts et de la nécessité de renforcer la coopération dans le cadre du Partenariat de collaboration sur les forêts, ainsi qu'entre les entités et les parties prenantes régionales et sous-régionales.

57. À l'ouverture de la session du Forum, le Président de la dix-huitième session, la Présidente du Conseil et le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques

et sociales ont fait des déclarations, qui ont été suivies d'une série de tables rondes avec des établissements financiers et des banques multilatérales et régionales, des acteurs du secteur privé et des organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts. Le Forum a été informé de l'état d'avancement des préparatifs en vue du prochain examen à mi-parcours de l'arrangement international sur les forêts. Tout au long de la session, les membres ont recensé des possibilités et des actions prioritaires entre eux et avec les partenaires et les parties prenantes. Parmi les questions examinées, on peut citer les menaces pesant sur la durabilité des forêts et leur incidence négative sur la biodiversité des forêts, le climat et les communautés locales, la nécessité de s'attaquer aux facteurs de la déforestation selon une approche paysagère globale et intégrée, la nécessité de reconnaître le rôle vital joué par les peuples autochtones et les communautés locales en tant que gardiens des forêts, la nécessité d'améliorer les données et les indicateurs et de mettre davantage l'accent sur les solutions fondées sur la nature et la comptabilisation du capital naturel, et la nécessité de renforcer l'assistance technique, la diversification des sources de financement, la gestion du savoir et le partage de l'information.

58. Au cours de la session, le Gouvernement indien a annoncé son intention de parrainer une initiative sur les incendies de forêt et la certification forestière, à l'appui des travaux du Forum. Cette initiative serait directement axée sur les risques croissants d'incendie de forêt dans de nombreuses régions du monde et les conséquences qui en découlent, et sur la manière dont la communauté internationale pourrait collaborer pour s'en prémunir. Les mesures et les solutions fondées sur les forêts sont extrêmement importantes pour accélérer les efforts visant à mettre pleinement en œuvre le Programme 2030, à favoriser le relèvement après la pandémie de COVID-19 et à faire face aux répercussions des phénomènes météorologiques extrêmes à l'échelle mondiale. Des forêts en bonne santé ouvrent la voie à un avenir durable pour tous et toutes et possèdent un grand potentiel de synergies avec d'autres secteurs.

59. La session a été de nature technique, ne donnant pas lieu à l'adoption d'un texte négocié. Le rapport contient le résumé du Président et les propositions à examiner lors de la dix-neuvième session du Forum, qui devrait se tenir en mai 2024. À cette session, le Forum entreprendra l'examen à mi-parcours de l'arrangement international sur les forêts et adoptera son programme de travail quadriennal pour la période 2025-2028. Le Forum reste le seul organe intergouvernemental à fournir un cadre mondial pour les forêts à l'appui de la

mise en œuvre accélérée du Programme 2030 et du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030). Il se tient prêt à promouvoir davantage les synergies et la cohérence dans le domaine des forêts et l'imbrication de ces sujets au sein de l'ONU et du système du Conseil économique et social, en vue de renforcer les stratégies intégrées mises en place pour atteindre des objectifs communs.

Projet de décision : Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa dix-huitième session et ordre du jour provisoire de la dix-neuvième session

60. **La Présidente** appelle l'attention sur le projet de décision figurant à la section A du chapitre I du rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts relatif aux travaux de sa dix-huitième session (E/2023/42).

61. *Le projet de résolution est adopté.*

h) Coopération internationale en matière fiscale (suite) (E/2023/45 et E/2023/45/Add.1)

62. **M^{me} Kana** (Chili), Coprésidente du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale, s'exprimant par visioconférence, présente les rapports du Comité sur les travaux de ses vingt-cinquième et vingt-sixième sessions (E/2023/45 et E/2023/45/Add.1). Elle indique que les sessions ont eu lieu dans un format hybride. La vingt-cinquième session s'est tenue à Genève, en octobre 2022, et la vingt-sixième session à New York, en mars 2023. Au total, 23 membres du Comité et 560 participants inscrits en qualité d'observateur ou d'observatrice ont assisté à la vingt-sixième session en présentiel et en ligne. Malgré sa complexité, le format hybride a permis une très forte participation et des contributions de personnes qui n'ont pas pu se déplacer. Le nombre record de participantes et participants enregistré à cette session témoigne des avantages du format hybride et d'un intérêt accru porté aux travaux du Comité. L'expérience a montré qu'il faut veiller à adapter le règlement intérieur des organes subsidiaires du Conseil aux nouvelles méthodes de travail dans différents pays et fuseaux horaires, notamment en ce qui concerne le vote. Les membres participant virtuellement n'ont pas pu voter lors de la réunion, le vote n'étant autorisé que pour les membres présents en personne, sans possibilité de vote par procuration.

63. Les sessions ont permis d'examiner un large éventail de questions relatives, par exemple, aux instruments tels que le Modèle de convention des Nations Unies concernant les doubles impositions entre pays développés et pays en développement, et d'autres

orientations dans des domaines tels que la détermination des prix de transfert, la fiscalité des industries extractives, la fiscalité environnementale, les questions fiscales intéressant l'économie numérique et mondialisée, la transition numérique et autres moyens d'améliorer l'administration de l'impôt, l'amélioration de la transparence fiscale, les impôts sur la fortune et les taxes de solidarité, les taxes pour la santé, ainsi que la corrélation entre accords intéressant la fiscalité, le commerce et l'investissement. Lors des débats, les participantes et participants ont systématiquement souligné l'importance des objectifs de développement durable pour toutes les questions de coopération fiscale internationale, en mettant l'accent sur la priorité à accorder à la réalisation de ces objectifs dans le contexte économique des travaux du Conseil. Les membres du Comité comprennent bien le rôle que joue la fiscalité dans la réalisation de ces objectifs grâce à la mobilisation des ressources nationales et dans la promotion de comportements durables auprès des entreprises et des particuliers. En conséquence, le Comité a concentré ses travaux sur les domaines dans lesquels la fiscalité peut contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, par exemple au moyen de taxes pour la santé, de taxes environnementales, d'impôts sur la fortune et de taxes de solidarité.

64. Le Comité reste déterminé à intégrer les considérations et les perspectives liées aux objectifs de développement durable dans tous ses domaines de travail et à étudier de nouveaux moyens d'aider les pays en développement non seulement à recenser leurs vulnérabilités et à y remédier, mais aussi à mettre en œuvre des mesures fiscales de manière efficace et efficiente, en vue de réaliser ces objectifs. Les orientations et les activités de renforcement des capacités du Comité demeurent essentielles à cette fin. La nécessité d'affirmer et d'appuyer les droits d'imposition des pays en développement est un fil conducteur des travaux du Comité, de même que l'impératif de promouvoir des conditions d'investissement équilibrées, ce qui pourrait grandement contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

65. Ainsi, à la vingt-sixième session, les coordonnateurs principaux des différents sous-comités ont présenté au Comité, pour examen et approbation, des rapports d'activité sur leurs axes de travail et leurs documents. Le secrétariat a informé le Comité des progrès réalisés dans le cadre des travaux de renforcement des capacités et recueilli les contributions de ses membres, qui approchent la moitié de leur mandat. Le Comité recommande au Conseil d'examiner

et d'adopter le projet de décision figurant au chapitre I du rapport du Comité sur les travaux de sa vingt-sixième session, qui propose un ordre du jour pour sa vingt-septième session prévue à Genève du 17 au 20 octobre 2023.

Projet de décision : Lieu, dates et ordre du jour provisoire de la vingt-septième session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale

66. **La Présidente** appelle l'attention sur le projet de décision figurant au chapitre I du rapport du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale sur les travaux de sa vingt-sixième session ([E/2023/45/Add.1](#)).

67. *Le projet de décision est adopté.*

68. **La Présidente** croit comprendre que le Conseil souhaite prendre note du rapport du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale sur les travaux de sa vingt-cinquième session, publié sous la cote [E/2023/45](#).

69. *Il en est ainsi décidé.*

i) Information géospatiale (suite) ([E/2023/84](#) et [E/2023/84/Corr.1](#))

70. **M. Jaillard** (France), Président du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques, s'exprimant par visioconférence, présente le rapport du Groupe sur les travaux de sa session de 2023 ([E/2023/84](#) et [E/2023/84/Corr.1](#)). L'intervenant indique que le rapport contient des décisions sur les travaux accomplis et les progrès réalisés lors des deux années précédentes, ainsi que des plans pour la période intersession en cours. Si les noms géographiques sont nécessaires pour désigner les lieux et étayer la collecte, la gestion, le suivi et l'analyse des données à l'appui des objectifs de développement durable, leur importance n'est pas facilement reconnue et on les tient souvent pour acquis. Il est donc important d'accroître la sensibilisation et les connaissances sur la normalisation des noms géographiques. La dernière session biennale du Groupe d'experts a réuni environ 220 délégués provenant de 62 pays, y compris des observateurs et des représentants d'organisations de la société civile, d'organisations internationales, du secteur privé et du monde universitaire. À cette session, 60 documents techniques ont été présentés et examinés, de même qu'un rapport de procédure, trois recommandations, 22 décisions ainsi que les dates et l'ordre du jour provisoire de la session de 2025 ont été adoptés.

71. La session avait pour thème « Renforcer les relations, liens et connexions dans la normalisation des noms géographiques et aux fins du développement durable et du relèvement au sortir de la pandémie ». Ce thème est en phase avec celui du forum politique de haut niveau ainsi que le plan stratégique et le programme de travail pour 2021-2029 du Groupe d'experts. Conformément à l'une des recommandations issues des travaux de la session de 2019 du Groupe d'experts, concernant la facilitation d'un processus interactif pour la présentation des rapports de pays, une nouvelle formule de présentation sous forme de dialogue national a été mise en place et utilisée. La nouvelle formule, qui vise à permettre aux États Membres de présenter et de partager leurs données d'expérience nationales d'une manière intéressante et utile, s'est avérée fructueuse et interactive et a contribué au transfert de connaissances entre les États Membres. Des points de convergence ont été constatés et des conclusions ont été tirées sur les possibilités de collaboration dans les domaines de la production participative des données sur les noms géographiques et des méthodologies de validation des données.

72. Conformément aux recommandations formulées par le Conseil en ce qui concerne la collaboration entre les commissions techniques et les organes d'experts, le Groupe d'experts a continué à renforcer sa coopération avec le Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale. Le Groupe d'experts a conçu et proposé à ce dernier un projet de collaboration visant à élaborer un recueil des dispositions institutionnelles pour la mise en commun des bonnes pratiques entre les organismes nationaux de cartographie et d'information géospatiale et les autorités toponymiques nationales. Cette proposition a été bien accueillie à la douzième session du Comité d'experts, où huit États Membres ont dit appuyer le projet, dont des plans de mise en œuvre sont en cours d'élaboration. Le Groupe d'experts collabore également avec UN Maps, initiative géospatiale qui vise à soutenir les missions de maintien de la paix des Nations Unies en leur fournissant des cartes topographiques à l'appui du maintien de la paix et de la sécurité, de la navigation et de la logistique, et à aider ces missions dans leurs activités tactiques et opérationnelles.

73. Le Groupe d'experts a recensé trois domaines dans lesquels il pourrait aider le système des Nations Unies, à savoir : la formation à la collecte et à l'enregistrement des noms géographiques ; la collecte des noms géographiques en vue de l'élaboration d'un ensemble de normes évolutives pour leur enregistrement et la mise à disposition de données nationales sur les noms géographiques. Le Groupe d'experts est favorable à la

poursuite de la coopération avec UN Maps et le Réseau universitaire de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale, et reconnaît l'importance de ses relations avec d'autres organisations, telles que l'Association cartographique internationale, le Conseil international des sciences onomastiques et l'Organisation hydrographique internationale. L'accent continuera d'être mis sur la consolidation de ces relations et sur la sensibilisation à l'importance de la normalisation des noms géographiques, en particulier dans les domaines du patrimoine culturel et de la gestion des risques de catastrophe, ainsi que dans le contexte de la Décennie internationale des langues autochtones.

Suite donnée aux recommandations figurant dans le rapport du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques sur les travaux de sa session de 2023 (E/2023/84 et E/2023/84/Corr.1)

74. **La Présidente** appelle l'attention sur les recommandations figurant à la section A du chapitre I du rapport.

Recommandation I : Coopération avec les services de cartographie de l'ONU

Recommandation II : Base de données mondiale des noms géographiques

Recommandation III : Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques sur les travaux de sa session de 2023 et ordre du jour provisoire et dates de sa session de 2025

75. *Les recommandations I, II et III sont adoptées.*

f) Administration publique et développement
(suite) (E/2023/44 et E/2023/L.20)

Projet de résolution E/2023/L.20 : Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa vingt-deuxième session

76. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

77. *Le projet de résolution E/2023/L.20 est adopté.*

Point 19 de l'ordre du jour : Questions sociales et questions relatives aux droits humains (suite)

g) Instance permanente sur les questions autochtones (E/2023/43)

78. **M. Mejía Montalvo** (Président de l'Instance permanente sur les questions autochtones), présentant le rapport de l'Instance sur les travaux de sa vingt-deuxième session (E/2023/43), indique que cette

session, qui s'est déroulée du 17 au 28 avril 2023, est la première à se tenir entièrement en présentiel depuis la pandémie de COVID-19. La session a réuni plusieurs hautes autorités de l'ONU, notamment le Secrétaire général, des chefs d'État, des ministres et d'autres hauts fonctionnaires, ainsi que des représentantes et représentants des peuples autochtones de nombreux États Membres. Le rapport de l'Instance permanente contient des analyses et des recommandations fondées sur les délibérations de ses membres et sur les précieuses contributions des participants et des observateurs. La session a porté sur les six domaines d'action actuels et futurs de l'Instance permanente, et comporté des dialogues avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones et le Président du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, ainsi qu'une réunion-débat sur le thème général « Peuples autochtones, santé humaine, santé de la planète et des territoires et changements climatiques ». Lors de ce débat, on a souligné qu'il n'est pas possible de séparer la santé humaine de celle de la planète et que, pour les peuples autochtones, la culture et la nature sont indissociables.

79. La planète souffre d'un déséquilibre dû au comportement humain, et les peuples autochtones sont les plus directement et les plus durement touchés par la crise, alors qu'ils en sont les moins responsables. On note dans le rapport qu'il est inacceptable que les dirigeants autochtones ainsi que les défenseurs et défenseuses autochtones des droits humains continuent d'être menacés, harcelés et tués pour avoir défendu leurs terres. L'aggravation de la situation dans de nombreux pays est alarmante : on enregistre une augmentation des menaces, des intimidations et des discours de haine visant les peuples autochtones qui font entendre leur voix, y compris lors de réunions organisées par l'ONU. La non-reconnaissance de l'existence des peuples autochtones entrave la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

80. L'Instance permanente salue et approuve la recommandation générale n° 39 (2022) sur les droits des femmes et des filles autochtones formulée par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Dans sa recommandation, ce Comité reconnaît non seulement le rôle important que jouent les femmes et les filles autochtones dans la protection de leurs peuples, de leurs terres, de leurs territoires et de leur culture, mais aussi la discrimination et la violence dont elles sont victimes de manière disproportionnée partout dans le monde. Chaque année, l'Instance permanente fera un suivi de l'application de la recommandation générale n° 39.

81. Les États Membres devraient appuyer par tous les moyens possibles la Décennie internationale des langues autochtones et son Plan d'action mondial. Les droits des peuples autochtones sont reconnus dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et on ne saurait les miner ou les diminuer en faisant un amalgame ou une confusion avec ceux d'autres catégories, telles que les minorités ethniques, les populations vulnérables, les acteurs de la société civile ou les communautés locales. En conséquence, tous les États Membres et les entités des Nations Unies devraient éviter d'employer les termes « peuples autochtones » et « communautés locales » de façon interchangeable. Le projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-troisième session de l'Instance permanente contient le thème retenu pour cette session, à savoir « Promouvoir le droit à l'autodétermination des peuples autochtones dans le contexte de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : faire entendre les voix des jeunes autochtones ». Ce thème central est tout à fait opportun, compte tenu du rôle actif que jouent les jeunes autochtones dans les efforts mondiaux de résilience et de la contribution des peuples autochtones à l'action climatique, à la consolidation de la paix et à la coopération numérique.

82. L'Instance permanente prend note des orientations qu'a fournies le Conseil en vue de faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution de son programme de travail.

83. **M^{me} Widyastuti** (Indonésie) dit que des progrès notables ont été réalisés dans la reconnaissance et la prise en compte des droits et des préoccupations des peuples autochtones, ce qui reflète la Charte des Nations Unies et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Ces progrès révèlent combien la communauté internationale est attachée à défendre les principes fondamentaux de justice, d'égalité et de non-discrimination. La délégation de l'oratrice prend acte du vingt-deuxième rapport de l'Instance permanente, adopté récemment, qui témoigne de la volonté constante de renforcer le statut et les droits des peuples autochtones du monde entier, qui sont essentiels à la quête collective de la paix mondiale et du développement durable. Dans le cadre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et des travaux de la troisième session de l'Instance permanente, la protection des droits des peuples autochtones au patrimoine culturel, aux ressources naturelles et à une participation véritable aux processus de prise de décision est essentielle à l'action collective en faveur des droits humains.

84. Tout au long de la vingt-deuxième session de l'Instance permanente, la délégation de l'oratrice a pris

note de plusieurs questions qu'il faudra examiner plus avant afin d'améliorer les méthodes de travail et les mécanismes de l'Instance permanente. Les mécanismes de transparence et de participation des communautés autochtones sont pertinents, notamment pour garantir une véritable représentation des peuples autochtones dans le système des Nations Unies. En outre, les membres de l'Instance permanente ont souligné l'importance d'une représentation équilibrée comprenant à la fois des organismes gouvernementaux et des organisations autochtones ainsi que la nécessité de maintenir l'impartialité et de respecter les normes d'intégrité les plus élevées. Les intérêts particuliers ne devraient pas être mêlés aux travaux de l'Instance permanente. Il faudrait plutôt mettre l'accent sur l'objectif collectif, qui consiste à faire progresser les droits des peuples autochtones dans toutes les instances pertinentes. L'Indonésie demeure résolue à coopérer avec toutes les parties prenantes concernées pour répondre à ces préoccupations. Des efforts collectifs et un dialogue sincère seront essentiels pour appliquer les principes inscrits dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Suite donnée aux recommandations formulées par l'Instance permanente sur les questions autochtones dans son rapport (E/2023/43)

85. **La Présidente** appelle l'attention sur les projets de décision figurant à la section A du chapitre I du rapport.

Projet de décision I : Réunion d'un groupe d'experts internationaux sur le thème « Les peuples autochtones à l'heure du verdissement de l'économie »

Projet de décision II : Lieu et dates de la vingt-troisième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones

Projet de décision III : Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa vingt-deuxième session et ordre du jour provisoire de sa vingt-troisième session

86. *Les projets de décision I, II et III sont adoptés.*

87. **M. Heartney** (États-Unis d'Amérique) dit que les déclarations contenues dans le rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones reflètent la position de cette dernière, mais pas forcément celle des États-Unis.

f) Droits humains (suite) (E/2023/74)

88. **M^{me} Brands Kehris** (Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme et Chef du Bureau de New York

du Haut-Commissariat aux droits de l'homme), présentant le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les droits économiques, sociaux et culturels (E/2023/74), dit que, dans le document, on aborde la question de plus en plus urgente des droits humains concernant les brevets et autres aspects de la tarification liés à l'accès aux médicaments, qui est un élément fondamental du droit à la santé et essentiel à la jouissance de tous les droits humains. Deux milliards de personnes n'ont pas accès aux médicaments essentiels et ne peuvent donc pas bénéficier des progrès scientifiques qui pourraient leur améliorer la santé, voire leur sauver la vie. Les gouvernements ont l'obligation première de défendre, de protéger et de réaliser le droit à la santé, mais la capacité de faire respecter ce droit dépend de l'accès équitable aux médicaments essentiels et des acteurs privés qui les produisent.

89. Lorsque l'accès à des innovations essentielles à la santé et à la vie dépend des producteurs du secteur privé, des conflits apparaissent fatalement entre l'impératif de garantir les droits humains pour toutes et tous et la recherche du profit qui caractérise ces entités. La tendance à fixer des prix élevés pour les nouveaux médicaments brevetés compromet l'accès à ces derniers, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Les protections conférées par les brevets des nouveaux vaccins contre la COVID-19 et les accords d'achat anticipé ont créé une manne pour les fabricants de vaccins et leur ont permis de privilégier les ventes aux pays riches offrant la meilleure rentabilité potentielle, et ce, avant même que ces vaccins n'aient été approuvés par les organismes réglementaires. En conséquence, les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ont été laissés pour compte, dans une situation que certains ont qualifiée de « nationalisme vaccinal » ou d'« apartheid vaccinal ». L'innovation pharmaceutique est ancrée dans le système des brevets, qui facilite souvent la création de véritables monopoles sur les médicaments essentiels. En août 2015, le prix du Daraprim, le seul médicament disponible pour traiter la toxoplasmose, a augmenté de 5 000 %, ce qui illustre l'incidence que les sociétés pharmaceutiques peuvent avoir lorsqu'elles exercent librement le pouvoir de fixer leurs propres prix. Ces dernières années, la hausse brutale et parfois injustifiée du prix des médicaments pour le traitement de l'hépatite, du diabète et d'autres maladies a montré que ces monopoles excluent effectivement les moins nantis.

90. En outre, en raison des incitations à la recherche-développement dictées par le marché qui caractérisent le système des brevets, les investissements dans les produits de santé qui n'offrent pas de rendement

substantiel ou qui sont jugés trop coûteux ont été négligés. Il en résulte une pénurie ou un manque de médicaments et de traitements dont ont précisément besoin les femmes, les enfants et les personnes atteintes de maladies rares ou de maladies touchant principalement les pauvres. Dans de nombreux pays, le secteur public joue un rôle majeur dans le financement, et une part importante de la recherche-développement est financée par les contribuables et menée dans le cadre de partenariats avec des institutions universitaires et des organismes de recherche. Sans garantie que les médicaments développés à l'aide de fonds publics seront disponibles et abordables et que les données, les connaissances et les technologies générées seront partagées, les titulaires de droits sont perdants en ce qui concerne à la fois leur investissement et leurs droits.

91. À la lumière de ce qui précède, le Haut-Commissaire recommande dans son rapport que l'on défende l'intérêt public et les droits humains en utilisant le droit de la concurrence, les politiques de contrôle des prix et le droit des marchés publics ainsi que d'autres instruments législatifs et politiques. La coopération entre les États devrait être renforcée, notamment en ce qui concerne l'échange de savoir-faire technique et de données, la réglementation efficace des entreprises participant à la production de médicaments, ainsi que la recherche-développement de nouveaux médicaments, vaccins et outils de diagnostic. Par ailleurs, il convient de créer un réseau collaboratif et inclusif de parties prenantes, disposant d'une expertise dans les domaines liés à l'accès aux médicaments, afin d'élaborer des solutions pratiques pour favoriser l'innovation par une incitation appropriée tout en évitant les inégalités d'accès existantes. Il ne devrait pas y avoir de profit ou de spéculation lorsqu'il s'agit de biens publics ou d'innovations essentielles à la vie, à la santé ou à la dignité. Afin de garantir un retour sur investissement équitable ainsi qu'un accès étendu, dans des conditions d'égalité, aux médicaments, il faut adopter de nouveaux codes de conduite et instaurer un dialogue entre toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements, le secteur privé et les titulaires de droits.

Point 17 de l'ordre du jour : Organisations non gouvernementales (suite) (E/2023/32 (Part III) ; E/2023/L.32)

92. **M. Camelli** (représentant de l'Union européenne en qualité d'observatrice), s'exprimant également au nom de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine du Nord, du Monténégro et de la République de Moldova, pays candidats, dit que les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle clé dans la promotion du multilatéralisme, la facilitation de

l'application des décisions prises dans l'ensemble du système des Nations Unies et la réalisation des objectifs de développement durable. L'Union européenne considère ces contributions comme essentielles et appuie fermement la participation libre et ouverte des organisations de la société civile aux activités menées au sein et en dehors du système des Nations Unies.

93. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales porte une grande responsabilité en ce qui concerne la crédibilité de l'ONU, car ses recommandations ont une influence directe sur la participation des ONG aux travaux des entités des Nations Unies et, par voie de conséquence, façonnent les relations entre l'ONU et la société civile. Lorsqu'il examine les demandes d'admission au statut consultatif, le Comité devrait être guidé uniquement par la considération de l'intérêt général, conformément aux dispositions et à l'esprit de la résolution 1996/31 du Conseil. L'Union européenne reconnaît que la décision définitive concernant l'approbation des demandes d'admission au statut consultatif appartient au Conseil, lequel a déjà exercé cette faculté dans des cas où le Comité n'avait pas rempli son mandat. En conséquence, l'Union européenne prend note de la décision prise par le Conseil, l'année précédente, d'accorder le statut consultatif spécial à plusieurs ONG, nonobstant la recommandation formulée par le Comité.

94. Une proposition visant à accorder le statut consultatif à sept ONG a de nouveau été soumise au Conseil, à sa session en cours. L'examen de chacune de ces demandes d'admission au statut consultatif a été reporté depuis au moins quatre ans, bien que les ONG aient répondu de manière satisfaisante aux questions du Comité et qu'elles aient eu des échanges avec ce dernier au sujet des demandes. Quelle que soit la décision prise par le Conseil sur ces demandes, il est urgent de réformer le Comité afin de permettre un fonctionnement plus inclusif, efficace, équitable et transparent, notamment en limitant les reports injustifiés d'examen des demandes.

95. **M. Al-barati** (Observateur du Yémen), s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes, dit qu'en ce qui concerne les demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil présentées par sept ONG, le Groupe s'inquiète des conséquences du fait que le Conseil n'ait pas tenu compte des recommandations formulées par le Comité chargé des organisations non gouvernementales. Ce mépris est particulièrement troublant dans le sillage de la décision 2022/344 du Conseil, par laquelle ce dernier a accordé le statut consultatif à six ONG, et de la décision 2023/304, par laquelle il a accordé ce statut à neuf ONG, prenant le contrepied des recommandations

du Comité. Ces décisions établissent des pratiques susceptibles d'encourager le non-respect de la procédure de demande d'admission au statut consultatif et des dispositions de la résolution 1996/31 du Conseil, et ne tiennent pas compte des recommandations du Comité. En outre, elles soulèvent des questions quant à la confiance du Conseil dans l'impartialité et les travaux du Comité, qui est composé de membres élus par le Conseil lui-même. Il est essentiel de respecter le mandat confié au Comité d'examiner minutieusement toutes les demandes, ainsi que la responsabilité qui incombe à ses membres de poser les questions pertinentes à cet égard. Ce mandat est particulièrement important, compte tenu des précieuses contributions apportées par les ONG aux activités de l'ONU et à la réalisation du développement durable.

96. **M. Busch** (Observateur de l'Allemagne) souligne que les ONG font partie du tissu des sociétés modernes et veillent souvent à ce que les perspectives, les besoins et les revendications de la société civile et des groupes marginalisés soient pris en considération. Elles jouent donc un rôle important dans l'élargissement du dialogue et des débats, et contribuent ainsi à rendre les décisions plus légitimes et plus solides. Les organisations de la société civile font également partie intégrante d'une approche multipartite participative et inclusive, et jouent un rôle essentiel en communiquant leurs vues ou impressions. Elles servent d'intermédiaires entre des sociétés diversifiées et les organes de décision multilatéraux de l'ONU en faisant entendre la voix des parties prenantes et des experts directement dans les négociations, favorisant ainsi des débats plus factuels et mieux en phase avec les réalités et les besoins sur le terrain. En outre, les ONG relaient aussi, dans les pays ou régions où elles mènent leurs activités, les décisions parfois abstraites et complexes prises au niveau de l'Organisation des Nations Unies et, ce faisant, aident à faire comprendre et éventuellement accepter ces décisions.

97. L'Allemagne appuie fermement la pleine participation des organisations de la société civile aux processus multilatéraux. Toutefois, ces dernières années, le Comité chargé des organisations non gouvernementales s'est malheureusement révélé être un obstacle à la participation des ONG aux activités des organes de l'ONU, et a refusé à maintes reprises, sans fournir de raisons convaincantes, de recommander l'octroi du statut consultatif auprès du Conseil à des ONG. Le Comité n'a pas rempli sa fonction, telle qu'elle est définie dans la résolution 1996/31 du Conseil, obligeant ainsi le Conseil, qui a le dernier mot en la matière, à exercer un contrôle direct. L'on devrait réformer le Comité afin qu'il puisse de nouveau jouer

son rôle clé, qui est de permettre aux ONG de participer légitimement aux débats du Conseil, de ses organes subsidiaires et d'autres instances de l'ONU. Dans ce contexte, tous les membres du Conseil devraient voter en faveur de la proposition visant à accorder le statut consultatif aux sept ONG.

98. **M^{me} Tonon** (Italie) dit que la société civile a apporté une contribution essentielle à la promotion du multilatéralisme, à la réalisation des objectifs de développement durable et à l'instauration de la confiance. À l'approche du Sommet sur les objectifs de développement durable, l'Italie, consciente des liens qui existent entre le développement durable, la paix et la sécurité et les droits humains, salue le travail inlassable accompli par les ONG sur le terrain en vue d'éliminer la pauvreté sans laisser personne de côté. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a une grande responsabilité, puisqu'il est mandaté pour exécuter le cadre juridique régissant la participation de la société civile aux travaux de l'ONU. Le fonctionnement, la crédibilité et la responsabilité du Comité sont essentiels pour les relations entre l'ONU et la société civile, qui devraient être fondées sur la confiance mutuelle et une collaboration constructive à travers des modalités de travail transparentes, efficaces et inclusives. Il faut dûment justifier les reports et apporter des réponses satisfaisantes aux questions soulevées par les ONG, le tout en considérant l'intérêt général comme principe directeur. L'Italie attache une grande importance à ce que le Comité s'acquitte de son mandat, dans l'esprit de la résolution 1996/31 du Conseil, et elle continuera d'apporter sa contribution en tant que membre et vice-présidente du Conseil.

99. **M. Hakobyan** (Observateur de l'Arménie) dit qu'en tant que membre du Comité chargé des organisations non gouvernementales, l'Arménie appuie pleinement la participation sans exclusive des organisations de la société civile aux activités de l'ONU, comme en témoigne sa position sur les modalités de participation de la société civile aux réunions de l'Organisation. Les ONG sont des partenaires précieux dans les domaines couvrant les trois piliers de l'action de l'ONU et contribuent à promouvoir le Programme de développement durable à l'horizon 2030 aux niveaux national, mondial et régional. Afin de relever les défis contemporains en constante évolution, il faut adopter une approche qui mobilise l'ensemble de la société et renforcer la coopération entre les gouvernements et les autres parties prenantes concernées, telles que les ONG. L'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par certaines organisations de la société civile, dont des ONG arméniennes, a été reporté depuis plusieurs années

par le Comité, sans réelle justification. À cet égard, l'Arménie appuie tous les efforts susceptibles d'aider les organisations de la société civile à satisfaire aux critères énoncés par le Conseil dans sa résolution 1996/31 pour obtenir le statut consultatif et contribuer aux travaux de l'ONU.

Projet de décision E/2023/L.32 : Demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social reçues d'organisations non gouvernementales

100. **La Présidente** dit que le projet de décision n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

101. **M^{me} Carty** (États-Unis d'Amérique), présentant le projet de décision dont le Conseil est saisi, dit que sa délégation est fière de s'en porter coauteur avec plus de 32 autres délégations interrégionales. Le projet de décision souligne la volonté profonde et constante de promouvoir la participation de la société civile aux travaux de l'ONU, ce qui est conforme à l'esprit de la Charte des Nations Unies. La prise en compte d'une variété de points de vue au sein du système des Nations Unies renforce l'Organisation et ses États Membres, et les rend plus sensibles aux besoins et aux préoccupations des citoyens de ces pays. La liste de sept ONG issues de différentes régions du monde soumise au Conseil est un échantillon représentatif d'entités dont les activités contribuent à la réalisation d'objectifs relevant des trois piliers de l'action de l'ONU. Ces organisations travaillent au quotidien pour informer le public, protéger les droits humains, défendre les populations marginalisées, mener des recherches critiques et promouvoir la justice et la responsabilité, souvent au péril de la vie de leurs membres : elles méritent d'être entendues.

102. Le traitement des demandes des ONG qui figurent sur la liste a été retardé pendant plus de quatre ans ; celles-ci ont été injustement ciblées pour avoir fait leur travail. Malheureusement, le Comité chargé des organisations non gouvernementales, dont les États-Unis sont membres, a une fois de plus failli à son mandat. À sa dernière session, le Comité n'a accordé l'accréditation qu'à 33 % des ONG qui en avaient fait la demande. La liste dont le Conseil est saisi en l'occurrence ne représente qu'une fraction des plus de 300 ONG qui ont vu le traitement de leurs demandes injustement reporté depuis des années. Le projet de décision à l'examen est important, car il constitue un pas en avant vers la réduction du nombre d'ONG qui attendent patiemment de se faire entendre et qui ont été bloquées pour des motifs politiques. En soutenant le projet de décision, les membres du Conseil indiqueraient aux organisations de la société civile du

monde entier que leur gouvernement apprécie les contributions de ces dernières.

103. La délégation de l'oratrice a eu recours, avec d'autres membres du Comité, à la même procédure bien établie à deux reprises et regrette de devoir continuer à soumettre le projet de décision au Conseil. Toutefois, tant qu'ils n'auront pas réussi à améliorer les méthodes de travail du Comité, les États-Unis continueront d'appuyer de telles mesures. Étant donné que le projet de décision ne résoudra pas les problèmes du Comité, la délégation américaine s'engage à travailler avec les autres membres, qu'ils partagent ses vues ou non, ainsi qu'avec le Conseil, afin de s'assurer que le Comité dispose des moyens de s'acquitter de son important mandat. En cas de vote, les membres du Conseil devraient voter en faveur du projet de décision, en vue de permettre la pleine participation de la société civile aux travaux de l'ONU, conformément aux dispositions de la résolution 1996/31 du Conseil.

104. **M^{me} Herity** (Secrétaire du Conseil) dit que l'Islande et la Norvège se sont portées coauteurs du projet de décision.

105. **La Présidente** fait savoir qu'un vote enregistré a été demandé sur le projet de décision figurant dans le document [E/2023/L.32](#).

106. **M^{me} Cao Liwen** (Chine), expliquant son vote avant la mise aux voix, déclare que la Chine a toujours soutenu les ONG qui participaient de manière conforme et ordonnée aux affaires de l'Organisation des Nations Unies et qu'elle s'est sincèrement acquittée de ses responsabilités et de ses obligations en qualité de membre du Comité chargé des organisations non gouvernementales. Conformément aux résolutions et mandats applicables du Conseil, la Chine est favorable à l'octroi du statut consultatif aux ONG qui remplissent les critères requis, de manière à leur permettre de contribuer à la promotion de relations saines avec l'Organisation des Nations Unies. Malheureusement, le projet de décision présenté au Conseil contrevient à l'esprit de la résolution 1996/31, ne tient pas compte des résultats des travaux du Comité et vise à passer outre la décision collective du Comité en exigeant que le statut consultatif soit accordé à sept ONG, ce qui démontre une fois de plus que les règles en vigueur ne sont pas respectées et qu'il existe une pratique du deux poids, deux mesures.

107. Le projet de décision est irresponsable et inapproprié. À l'instar de la plupart des membres du Comité, la Chine a examiné attentivement les documents que les sept ONG ont communiqués dans le cadre de la procédure de demande d'admission, avant de prendre une décision éclairée et responsable. Le projet

de décision a été déposé par un pays en particulier, dans le but de renverser le consensus auquel était parvenu le Comité, ce qui soulève la question de savoir comment le Conseil pourrait être autorisé à invalider le fruit des délibérations éclairées et des décisions collectives du Comité, en se fondant uniquement sur les noms des organisations. La Chine a déjà souligné à plusieurs reprises que ce comportement était absurde et que le pays en question agissait en fonction de ses propres intérêts égoïstes, dans le but d'imposer sa volonté au Conseil.

108. Le projet de décision relève d'une politique de deux poids, deux mesures. Alors qu'un certain pays a longtemps affiché son soutien à la participation des ONG aux activités de l'Organisation des Nations Unies, la liste des ONG témoigne d'un processus de sélection opaque reposant sur des références infondées et a été établie de manière sélective par ledit pays à ses propres fins politiques. En effet, certaines ONG issues de pays en développement, dont la Chine, ont vu leur candidature remise en cause ou reportée à plusieurs reprises, et il serait intéressant de savoir pourquoi ce pays, qui prône la participation des ONG, continue d'ignorer ces organisations. Ce genre de manœuvre politique et de comportement sélectif est honteux.

109. Le projet de décision porte gravement atteinte à la démocratie et à l'équité. Tout en encourageant une approche fondée sur les règles, un certain pays ne cesse en réalité d'enfreindre ces règles et de fragiliser le consensus. Les efforts que ce pays déploie pour renverser les décisions du Comité par l'adoption d'un projet de décision ouvriront une porte dérobée à certaines ONG, sur le seul critère de préférences personnelles. Si rien n'est fait, un tel comportement compromettra la résolution 1996/31 du Conseil et causera de graves injustices et discriminations à l'égard d'autres organisations, en particulier celles émanant de pays en développement, qui ont présenté leur candidature conformément à la résolution. L'autorité des organes des Nations Unies et la confiance que leur accordent ces organisations s'en trouveront également ébranlées.

110. En raison de ce qui précède, la Chine votera contre le projet de décision. Par ce vote, elle ne vise pas à s'opposer à la participation des ONG mais plutôt à dénoncer les manœuvres politiques, la politique du deux poids, deux mesures et les tentatives visant à saper la crédibilité des travaux des organes des Nations Unies. Tous les membres du Conseil devraient voter contre le projet de décision, afin de préserver les règles internationales formulées d'un commun accord et de défendre un véritable multilatéralisme.

111. **M^{me} Arab Bafrani** (Observatrice de la République islamique d'Iran), s'exprimant pour expliquer son vote avant la mise aux voix, dit qu'aux quatre coins du monde, plusieurs organisations de la société civile travaillent activement à la réalisation du développement durable, à la promotion du multilatéralisme, à l'élimination de la pauvreté, à la fourniture de soins de santé aux plus démunis, à la promotion des droits humains et de la dignité, au resserrement de la coopération entre les différentes cultures et nations et à la diffusion de politiques et de programmes axés sur la famille. La République islamique d'Iran estime que ces contributions sont essentielles et encourage la participation de la société civile aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Elle souscrit en outre pleinement au caractère intergouvernemental de l'Organisation. L'oratrice dit que sa délégation se félicite de la pratique établie selon laquelle les ONG nouent le contact avec l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire du Comité chargé des organisations non gouvernementales, qui procède à des évaluations détaillées et complètes de leurs demandes d'admission au statut consultatif. Le Comité organise des discussions en présentiel au sujet de ces demandes d'admission et offre aux ONG une assise crédible, qui leur permet de participer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu de la diversité de leurs capacités et de la pertinence de ces dernières.

112. Il est regrettable que le Conseil et ses organes subsidiaires continuent d'être utilisés à mauvais escient pour servir les intérêts politiques étriqués de certaines délégations et saper le mandat même du Comité, tel qu'il figure dans la résolution 1996/31 du Conseil. L'approche sélective que les États-Unis d'Amérique et les sympathisants de leur programme ouvertement politique ont adoptée est extrêmement décevante. La plateforme mise à disposition par le Conseil ne doit pas être utilisée pour servir des objectifs nationaux ou politiques. Les agissements des États-Unis sapent l'autorité du Comité et donnent à penser que les États Membres ne traiteront pas les ONG sur un pied d'égalité, certaines d'entre elles se voyant privilégiées par rapport à d'autres. Plusieurs demandes d'admission présentées par des ONG de pays du Sud, dont l'Iran, ont été reportées pendant de nombreuses années par les États-Unis dans des circonstances similaires.

113. L'une de ces ONG, l'association Habilian, est une ONG iranienne de défense des droits humains qui a été fondée par les familles de victimes du terrorisme dans le but d'attirer l'attention sur le fait que la République islamique d'Iran est l'un des pays où le nombre d'attaques terroristes est le plus élevé au monde. Selon les études menées par cette association, les attentats

terroristes ont fait plus de 70 000 victimes dans l'ensemble du pays. Dans ce cas précis, une organisation de lutte contre les actes criminels à caractère terroriste a été bloquée par les États-Unis. Une autre ONG iranienne, l'Imam Khomeini Relief Foundation, qui œuvre en faveur des personnes pauvres et particulièrement vulnérables, a également été bloquée par les États-Unis, un pays qui aime à se dépeindre comme l'unique défenseur des ONG. Les demandes d'admission de ces deux ONG sont en instance depuis de nombreuses années, bien que celles-ci aient noué un dialogue constructif avec le Comité et démontré leur capacité et leur intérêt à soutenir les travaux de l'Organisation des Nations Unies. De nombreuses autres ONG attendent leur accréditation depuis de nombreuses années et doivent régulièrement répondre à des questions hors de propos.

114. Ces exemples montrent que les États-Unis et les autres États Membres qui souscrivent à une telle approche sélective mènent une politique visant à servir des intérêts politiques étriqués, au détriment de la société civile. Cette instrumentalisation des pratiques à des fins politiques perturbe le fonctionnement normal des organes subsidiaires du Conseil, comme l'a montré la révocation de l'adhésion de l'Iran à la Commission de la condition de la femme, que le pays avait obtenue à l'issue d'un processus démocratique et transparent. Pour que les organes et organismes des Nations Unies puissent s'acquitter de leur mandat, il est nécessaire de renforcer le système multilatéral et de créer un environnement favorable. La République islamique d'Iran continue d'accorder une grande importance aux contributions faites par la société civile, notamment les ONG, aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Par conséquent, elle s'oppose fermement à toute mesure qui empêcherait le Comité de jouer son rôle de plateforme garante de la crédibilité des contributions apportées par les ONG.

115. **M. Lagatie** (Belgique), faisant une déclaration générale avant la mise aux voix, dit que, si l'on veut garantir un multilatéralisme efficace et légitime, la participation significative des ONG aux travaux de l'Organisation des Nations Unies est nécessaire car elle apporte une expertise inestimable et enrichit les débats en donnant la parole aux personnes qui travaillent sur le terrain. Malheureusement, le Comité chargé des organisations non gouvernementales ne remplit pas son mandat. La Belgique déplore que les ONG remplissant les critères d'admissibilité doivent faire face à de nombreux obstacles, tels que des questions non pertinentes ou répétitives, lesquels conduisent inévitablement à l'ajournement des décisions relatives à leurs demandes. Des initiatives visant à réformer le

Comité et à renforcer sa transparence et son efficacité et à faire en sorte qu'il rende mieux compte de ses activités ont été proposées, sans succès. L'orateur dit qu'il est donc plus que temps de procéder à une réforme et que sa délégation reste déterminée à collaborer avec tous les membres du Conseil et du Comité lui-même à cet égard.

116. Dans l'attente d'une telle réforme, la Belgique se félicite de certaines initiatives telles que le projet de décision soumis au Conseil, qui vise à accorder le statut consultatif à sept ONG crédibles remplissant les critères requis. Ces ONG évoluent dans différentes régions, dans des domaines clés tels que le droit international, les politiques antidrogues, les droits humains et la lutte contre la criminalité transnationale organisée, et leurs contributions renforceront l'action des Nations Unies dans le cadre de ses trois piliers. Toutes les ONG en question se sont portées volontaires pour que leurs demandes d'admission soient soumises à un vote. En tant qu'organe principal auquel est rattaché le Comité, c'est au Conseil qu'il revient de prendre la décision finale, et il doit s'acquitter de cette lourde responsabilité, comme le prévoit la Charte des Nations Unies. Il convient d'agir sans plus tarder pour accorder le statut consultatif à ces ONG et leur permettre de contribuer aux travaux de l'Organisation. La Belgique votera en faveur du projet de décision et invite tous les membres du Conseil à faire de même.

117. **M. Simpson** (Nouvelle-Zélande), faisant une déclaration générale avant la mise aux voix, dit que la société civile joue un rôle précieux dans les travaux de l'Organisation des Nations Unies et que sa délégation est résolument favorable à l'élargissement des possibilités de participation de la société civile aux délibérations de l'Organisation. Les organisations de la société civile insufflent des idées nouvelles et des perspectives différentes et représentent souvent des groupes de population pour lesquels les questions à l'ordre du jour revêtent une grande importance. Elles apportent bien souvent une expertise considérable aux délibérations de l'Organisation des Nations Unies, jouent un rôle actif dans la mise en œuvre de ses décisions et améliorent la qualité, la crédibilité et le retentissement de ses travaux. Pour toutes ces raisons, elles méritent d'avoir voix au chapitre.

118. La Nouvelle-Zélande est préoccupée par le fait que certaines délibérations menées au sein du Comité chargé des organisations non gouvernementales ne sont pas en adéquation avec le mandat que le Conseil a confié à ce dernier ou avec la contribution de la société civile. La délégation néo-zélandaise se dit également préoccupée par les informations récurrentes selon lesquelles les demandes d'admission au statut consultatif sont indûment ajournées en raison de questions et de requêtes

futiles et souvent répétitives, ou sont continuellement reportées sans aucune justification crédible ou claire. Tant le Conseil que ces ONG méritent mieux. Par conséquent, la Nouvelle-Zélande votera en faveur du projet de décision visant à accréditer les organisations en question, fidèle au soutien qu'elle apporte depuis de nombreuses années à la question de l'accès des ONG à l'Organisation des Nations Unies. Elle encourage en outre les autres membres à agir en ce sens.

119. **M^{me} Banaken Elel** (Cameroun), expliquant son vote avant la mise aux voix, indique qu'en tant que membre du Comité chargé des organisations non gouvernementales, le Cameroun a pris part aux délibérations relatives à l'octroi du statut consultatif aux sept ONG en question. Sa délégation souscrit à la décision du Comité de recommander au Conseil de ne pas accorder le statut consultatif à ces ONG. Le Cameroun salue la contribution des organisations de la société civile aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et souligne l'importance du travail effectué par le Comité, chargé par le Conseil d'évaluer la crédibilité des organisations qui sont appelées à collaborer avec l'Organisation. Cette entreprise nécessite souvent un échange de questions-réponses pouvant s'étendre sur la durée, un exercice qui peut sembler agaçant et susciter un sentiment d'impatience, mais qui est capital tant pour les ONG examinées que pour le Comité. L'oratrice dit que c'est la raison pour laquelle sa délégation vote contre l'ensemble des demandes d'admission au statut consultatif qui ont été soumises au vote au cours de la dernière réunion du Comité. Ce vote n'est pas une prise de position contre les ONG à l'examen ni contre la participation des ONG en général. Il s'agit plutôt d'un vote en faveur de la préservation des pratiques et des procédures du Comité.

120. Dans le processus d'accréditation des ONG, la préoccupation première ne devrait pas être de comptabiliser la durée de la période d'examen de la demande d'admission ni de réduire le nombre de demandes en instance, mais plutôt la rigueur du Comité dans l'évaluation des ONG et de la qualité de leurs demandes. Les pratiques et procédures du Comité ont été précisément conçues à cette fin. Le vote de la délégation camerounaise vise à préserver les méthodes de travail du Comité, le caractère consensuel de ses décisions et le mandat du Comité, tel que défini par la résolution 1996/31 du Conseil. Le Cameroun estime que, les membres du Conseil qui ne sont pas membres du Comité n'ayant pas accès aux demandes d'admission présentées par les ONG, ils peuvent donc difficilement juger du contenu de ces demandes. Il importe que le Conseil fasse confiance à ses organes subsidiaires et s'abstienne de saper l'autorité et le travail de ses comités

techniques, y compris celui du Comité chargé des organisations non gouvernementales. C'est fort de ces considérations que le Cameroun reconduira la position adoptée lors de la dernière session du Comité et votera contre le projet de décision.

121. **M^{me} Ochoa Espinales** (Observatrice du Nicaragua), expliquant son vote avant la mise aux voix, déclare qu'en tant que membre du Comité chargé des organisations non gouvernementales, le Nicaragua accorde une grande importance au mandat de cet organe, tel qu'il figure dans la résolution 1996/31 du Conseil, qui régit le processus approprié d'octroi du statut consultatif aux ONG, conformément à la Charte des Nations Unies. Le Nicaragua rejette catégoriquement tout projet de décision unilatéral, sélectif et politisé présenté par une seule délégation, qui ne contribue pas à maintenir et à préserver l'esprit de consensus au sein du Comité. Le dialogue et la consultation entre tous les membres du Comité sont nécessaires pour que ces derniers puissent mieux remplir le mandat qui leur a été confié. Le fait qu'un seul pays appelle au vote ou soumette un projet de décision en vue d'octroyer le statut consultatif à certaines ONG crée un précédent fâcheux, risquant de nuire aux méthodes de travail du Comité et au Conseil lui-même. Une telle démarche porte également atteinte au rôle fondamental du Comité, à qui revient le pouvoir de décision en la matière, et témoigne d'une volonté sélective d'accorder le statut consultatif à des ONG qui n'ont pas encore répondu aux questions relatives aux activités qu'elles mènent dans les pays où elles opèrent.

122. Le Nicaragua estime qu'une telle approche sélective ne rend pas justice aux centaines d'autres ONG candidates. Elle porte en outre atteinte à la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies, qui est instrumentalisée pour servir les intérêts des pays occidentaux. L'oratrice dit que son pays reste déterminé à travailler avec tous les autres membres du Comité pour continuer de s'acquitter de son mandat et soutenir l'octroi du statut consultatif aux ONG dans le cadre établi par le Conseil dans sa résolution 1996/31 et en stricte conformité avec la Charte des Nations Unies. Le Nicaragua exhorte tous les membres du Conseil à voter contre le projet de décision.

123. **M^{me} Ali** (Observatrice de la République arabe syrienne), s'exprimant pour expliquer son vote avant la mise aux voix, dit que les ONG apportent une contribution majeure aux activités de protection de l'environnement, d'aide sociale, de plaidoyer et de défense des droits humains. Elles jouent également un rôle clé dans la promotion des changements sociaux et politiques en ce qu'elles contribuent au développement des sociétés, à l'amélioration de la vie des populations

locales et à la promotion de la participation citoyenne. La délégation syrienne salue les travaux que le Comité chargé des organisations non gouvernementales accomplit en vue d'octroyer le statut consultatif aux ONG candidates, conformément à l'esprit, aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies. Il convient de rappeler que ces ONG doivent démontrer qu'elles apportent des contributions substantielles et durables à la réalisation des objectifs de l'Organisation des Nations Unies dans leurs domaines de compétence. Le Comité fait preuve de diligence en s'assurant que toutes les ONG qui demandent le statut consultatif auprès du Conseil remplissent les critères requis.

124. La République arabe syrienne estime que la décision de soumettre le projet de décision au Conseil est une approche contre-productive qui sape l'autorité du Comité et le travail acharné de ses membres. Cette démarche a également pour effet de surcharger le Conseil de tâches qui devraient être accomplies par son organe subsidiaire. Les ONG mentionnées dans le projet de décision n'ont pas rempli les critères mis en place par le Comité et ne devraient pas bénéficier d'un traitement préférentiel. Le projet de décision n'œuvre pas en faveur de l'amélioration des travaux du Comité. Il marque, au contraire, un recul caractérisé par la sélectivité, la discrimination et la politique du deux poids deux mesures, certaines ONG étant privilégiées dans leurs demandes par rapport à d'autres. Cette pratique ne doit pas devenir la norme au sein du Comité. La délégation syrienne invite les membres qui privilégient certaines ONG à respecter la résolution 1966/31 du Conseil, qui énonce clairement les principes à appliquer pour établir des relations consultatives.

125. **M. Setia** (Inde), expliquant son vote avant la mise aux voix, déclare que son pays peut compter sur une société civile active, dynamique et pluraliste et qu'il attache donc de l'importance au travail des organisations de la société civile en faveur des objectifs de développement durable et de la promotion des droits humains. L'Inde est favorable à une approche inclusive de la participation de la société civile aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil. En tant qu'organe intergouvernemental spécialisé, le Comité chargé des organisations non gouvernementales a pour mission d'évaluer la crédibilité de chaque demande d'admission au statut consultatif et de réclamer des éclaircissements en vue de formuler des recommandations mûrement réfléchies à l'intention du Conseil. L'exercice de cette fonction appartient naturellement au Comité, qui suit des procédures transparentes tout au long de ses travaux. Les réunions de ce dernier sont ouvertes à la participation de représentants d'organisations de la

société civile et sont retransmises en direct sur la télévision en ligne des Nations Unies. Les représentants des ONG candidates ont la possibilité de répondre aux questions soulevées par le Comité lors de sessions interactives de questions-réponses, dans le but de nouer un dialogue constructif et de fournir les informations dont le Comité a besoin pour recommander l'accréditation de ces organisations.

126. Dans ce contexte, l'Inde défend résolument le consensus au sein du Comité et a donc voté contre les demandes d'admission présentées par les sept ONG en question lors de la reprise de la session de 2023 du Comité. Ce vote n'exprime pas une position à l'égard des travaux de ces ONG mais est fondé sur une position de principe, qui n'a pas varié, concernant la procédure suivie par le Comité. Le projet de décision vise à annuler la décision réfléchie que le Comité a déjà prise et, ce faisant, à saper le fonctionnement de ce dernier, à remettre en cause sa compétence et à court-circuiter les procédures établies. Dans le cadre du projet de décision, il n'est pas possible d'examiner le bien-fondé de chaque demande ni d'analyser la documentation et les informations supplémentaires demandées par le Comité au cours de la procédure d'examen, ce qui ne permet pas au Conseil d'évaluer objectivement les demandes et de prendre une décision à leur sujet.

127. La délégation indienne a pris note des prétendus critères de sélection des ONG mentionnés dans la liste, mais elle n'est pas favorable à une approche sélective. Si de tels critères devaient être élaborés, le Comité serait l'instance appropriée pour en décider, au terme de consultations ouvertes, transparentes et intergouvernementales. L'Inde souhaite préserver le caractère intergouvernemental des décisions prises par les organes spécialisés ainsi que les procédures et pratiques établies du Comité. Elle votera donc contre le projet de décision.

128. **M^{me} White** (Royaume-Uni), faisant une déclaration générale avant la mise aux voix, dit que la délégation britannique se félicite de la présentation par les États-Unis d'un projet de décision visant à accorder le statut consultatif à sept ONG légitimes qui ont vu l'examen de leurs demandes reporté à plusieurs reprises pour des raisons arbitraires, en raison des méthodes de travail inefficaces du Comité chargé des organisations non gouvernementales. Ces organisations ont toujours dûment répondu aux questions, souvent répétitives, qui leur avaient été posées. Le Comité permet, certes, de reporter l'examen de demandes de manière arbitraire et unilatérale, mais il permet également à chaque membre de soumettre une demande d'admission à un vote. C'est pour cette raison que le Royaume-Uni a soutenu chacune des candidatures présentées au Comité et a

demandé qu'un vote soit enregistré au sujet de l'organisation The Bar Human Rights Committee, une ONG basée au Royaume-Uni qui figure parmi les sept énumérées dans le projet de décision.

129. Les informations détaillées distribuées aux membres avant la session en cours auront démontré que les sept ONG sont légitimes, conformément aux critères énoncés dans la résolution 1996/31 du Conseil. En effet, au fil des années qui se sont écoulées depuis le début de l'examen de ces ONG, rien n'a laissé supposer que celles-ci ne remplissaient pas les critères requis. Compte tenu des informations erronées qui circulent parmi les membres du Comité, il convient de noter que la présentation du projet de décision ne constitue pas une tentative de contournement du Comité, cette manière de procéder étant prévue par les règles et procédures de ce dernier. Le Conseil, en tant qu'organe principal auquel est rattaché le Comité, détermine les méthodes de travail de celui-ci. Le Comité formule des recommandations sur l'accréditation et le Conseil décide de les suivre ou non. Au cours des trente dernières années, les membres du Conseil ont pris des mesures similaires à plusieurs reprises.

130. Les vues exprimées par la société civile sont essentielles aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et jouent un rôle primordial dans la prestation de services vitaux et dans l'édification de sociétés stables et prospères. Le Comité a l'obligation d'examiner équitablement les demandes d'accréditation des organisations de la société civile. Les Membres devraient donc voter en faveur du projet de décision.

131. **La représentante du Mexique**, prenant la parole pour expliquer son vote avant la mise aux voix, dit que sa délégation félicite la délégation des États-Unis pour le projet de décision qu'elle a présenté. Les organisations de la société civile jouent un rôle pertinent et fondamental, fournissent des informations et des analyses précieuses et sensibilisent la population à des questions d'intérêt mondial. Elles contribuent également à trouver des solutions à des problèmes complexes et jouent le rôle de garantes de l'application du principe de responsabilité. À cet égard, la participation motivée et réglementée des organisations de la société civile est essentielle pour enrichir les discussions intergouvernementales. Le lien entre la société civile et les travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires est la clé du renforcement de la coopération internationale et du multilatéralisme. Le Mexique s'est engagé à adopter une approche intergouvernementale substantielle et globale afin de garantir la participation des différentes parties et de trouver des solutions aux défis communs. Pour que le multilatéralisme trouve un nouvel élan et soit efficace, il convient de prendre en

compte les différents points de vue dans toutes les actions collectives.

132. Le Mexique a constaté que le Comité pouvait parfois abuser de son mandat en posant les mêmes questions à plusieurs reprises à certaines organisations, même lorsque celles-ci, portant un intérêt manifeste aux travaux du Conseil, y avaient dûment répondu. Il n'est pas acceptable que l'examen de certaines demandes continue d'être reporté indéfiniment, sans aucune raison valable. Il est nécessaire d'établir des critères clairs et cohérents afin d'éviter que de tels scénarios ne se reproduisent à l'avenir. Les ONG énumérées dans le projet de décision ne représentent qu'un échantillon des nombreuses organisations qui pourraient se voir accorder le statut consultatif auprès du Conseil. Pour obtenir de meilleurs résultats, il convient d'adopter une solution à long terme et de faire évoluer les comportements. C'est pour ces raisons que le Mexique préconise une réforme globale du Comité, qui vise à renforcer l'efficacité du processus d'octroi du statut consultatif, en l'assortissant d'objectifs clairement définis et cohérents. Une telle réforme se traduirait par des évaluations plus équitables et plus rapides, permettant ainsi aux ONG de contribuer davantage aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Tous les membres du Comité devraient faciliter la participation des ONG en leur accordant le statut consultatif sur la base des règles et procédures établies, et en utilisant de manière responsable le mécanisme de questions-réponses.

133. La délégation mexicaine votera en faveur du projet de décision, estimant qu'il importe d'avancer sur la voie de l'inclusion de la société civile dans les délibérations de l'Organisation. Toutes les délégations attachées à une participation inclusive et significative aux fins du renforcement du multilatéralisme doivent soutenir le projet de décision.

134. **M. Kim Nam Hyok** (République populaire démocratique de Corée), expliquant son vote avant la mise aux voix, déclare que de nombreuses ONG et organisations de la société civile jouent un rôle majeur dans les secteurs économique et social, dans le domaine des droits humains et dans d'autres secteurs, et participent activement aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Sa délégation estime que les ONG ne devraient se voir accorder le statut consultatif que dans le cadre de la procédure d'examen et de décision établie par le Comité chargé des organisations non gouvernementales. En tant qu'organe subsidiaire du Conseil, le Comité est chargé d'évaluer et de déterminer les critères d'octroi du statut consultatif aux ONG qualifiées, dont les activités sont conformes aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies

et à la résolution 1996/31 du Conseil. Tous les membres du Comité doivent s'acquitter de leurs responsabilités en examinant, en toute transparence, objectivité et impartialité, toutes les demandes d'admission au statut consultatif que les ONG leur ont transmises, et en respectant pleinement l'autorité et le mandat du Comité.

135. La République populaire démocratique de Corée est préoccupée par le fait que le projet de décision ne tient absolument pas compte des pratiques et des méthodes de travail établies du Comité et vise en réalité à renverser par la force les décisions de ce dernier. Cette approche inacceptable porte atteinte au mandat du Comité et crée des dissensions et des confrontations entre les États Membres, sapant ainsi la confiance accordée à l'Organisation des Nations Unies. Cette approche politisée et sélective doit être bannie. En votant contre le projet de décision, les membres montreront qu'ils sont déterminés à respecter tous les mandats, principes et normes du système des Nations Unies. L'orateur dit que sa délégation appelle donc tous les membres à rejeter le projet de décision et à voter contre.

136. **Le représentant du Japon**, s'exprimant pour expliquer son vote avant la mise aux voix, dit que sa délégation soutient le projet de décision visant à accréditer sept ONG dignes de confiance. Les points de vue et les contributions d'ONG crédibles et de parties prenantes de la société civile sont indispensables pour la promotion des principes de la Charte des Nations Unies et de ses trois piliers. La participation des différentes composantes de la société est extrêmement importante. En exprimant les besoins et les intérêts de différentes personnes, des ONG et des organisations de la société civile fiables ont bien souvent joué un rôle essentiel s'agissant de veiller à ce que les discussions menées au sein du Comité chargé des organisations non gouvernementales et de la Troisième Commission soient en phase avec la vie de ces personnes. Cependant, bien qu'elles apportent une contribution significative et jouent un rôle essentiel, certaines ONG crédibles ne sont pas suffisamment reconnues et sont, dans une certaine mesure, marginalisées. Or, loin d'être les ennemies de l'Organisation des Nations Unies, elles sont plutôt des amies bienveillantes et des alliées, dont l'engagement doit être protégé. Le Japon fonde de grands espoirs quant à une participation des ONG plus étendue, plus appropriée et plus légitime aux travaux de l'Organisation, aussi votera-t-il en faveur du projet de décision.

137. **Mme Rizk** (Observatrice de l'Égypte), expliquant son vote avant la mise aux voix, dit que le projet de décision à l'examen pose de sérieux risques institutionnels, car il dénote une tendance récurrente qui

n'aspire pas à soutenir les efforts des ONG ni leur contribution aux travaux du système des Nations Unies. Au contraire, le projet de décision cherche à subvertir les travaux du Comité chargé des organisations non gouvernementales et constitue une tentative manifeste de saper peu à peu le Comité et sa pertinence. C'est pour répondre à la volonté collective de garantir la régularité des procédures régissant la participation des ONG que le Conseil a créé le Comité en 1946 et qu'il l'a chargé de déterminer si les ONG désireuses de participer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies remplissaient les critères d'accréditation établis. Cette entreprise se concrétise dans le cadre d'un examen approfondi des demandes, d'un dialogue et de la présentation de demandes d'informations complémentaires pertinentes.

138. Le projet de décision proposé est une attaque directe contre le Comité, contrevient au mandat confié à ce dernier et cherche à contourner les critères d'admission dudit Comité en accordant arbitrairement et sélectivement l'accréditation à des ONG qui n'ont pas satisfait à ces critères. Cette approche va à l'encontre des principes du multilatéralisme. L'Égypte défend et salue le rôle des organisations de la société civile, qui sont à la fois des conseillères, des agentes de terrain et des partenaires qui collaborent avec les gouvernements pour que ceux-ci puissent s'acquitter de leurs obligations dans les secteurs économique et social et dans la sphère des droits humains.

139. **M. Chumakov** (Observateur de la Fédération de Russie), prenant la parole pour expliquer son vote avant la mise aux voix, déclare qu'une fois de plus, un certain groupe de pays impose sa décision, ce qui montre clairement la tendance de ce groupe à chercher à anéantir l'autorité du Comité chargé des organisations non gouvernementales. Ce groupe a commencé par imposer la participation des ONG aux réunions de l'Assemblée générale et a demandé que les décisions concernant leur participation soient prises exclusivement par cette dernière. Cette pratique empêche effectivement l'application de tout critère régissant la participation des ONG et témoigne d'un mépris manifeste à l'égard des procédures du Comité. Il existe différents types d'ONG : bien que certaines se dotent de programmes constructifs, d'autres ont des intentions destructrices et, plutôt que d'adopter des positions indépendantes et de remplir leur mission, à savoir promouvoir des débats équilibrés, ces dernières contribuent à instiller les positions des pays du Nord dans les délibérations de l'Organisation des Nations Unies, à des fins lucratives. Cette pratique porte atteinte à l'autorité du Comité. La Russie se joint donc aux

délégations qui se sont opposées au projet de décision et qui le considèrent comme injustifié.

140. *Il est procédé à un vote enregistré sur la proposition d'amendement figurant dans le document E/2023/L.32.*

Votent pour :

Belgique, Bulgarie, Canada, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Italie, Japon, Libéria, Liechtenstein, Mexique, Nouvelle-Zélande, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tchéquie.

Votent contre :

Cameroun, Chine, Inde, Indonésie, Libye, Maurice, Nigéria, Oman, République démocratique populaire lao, Tunisie, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Argentine, Belize, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Chili, Grèce, Guinée équatoriale, Îles Salomon, Israël, Madagascar, Qatar.

141. *Le projet de décision est adopté par 24 voix contre 11, avec 12 abstentions.*

142. **M^{me} Gomes** (Brésil) déclare que le Brésil se félicite de la participation de la société civile au sein des Nations Unies. Sa délégation s'est abstenue lors du vote, non pas parce qu'elle nourrit une réelle réserve concernant les ONG, mais parce qu'elle s'oppose à la mise en place de restrictions à leur accréditation qui ne sont pas fondées sur l'analyse du Comité chargé des organisations non gouvernementales. Le Brésil souscrit aux dispositions figurant dans la résolution 1996/31 du Conseil ainsi qu'aux modalités et aux critères qui y sont définis au sujet de l'octroi du statut consultatif auprès du Conseil. En ce qui concerne les recommandations spécifiques du Comité, les reports excessifs de l'examen des candidatures des ONG et, en particulier, celles des organisations qui se consacrent à des questions telles que les droits humains, l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes et la santé sexuelle et procréative et les droits connexes, sont source de préoccupation. Pour remédier à la situation, le Brésil est favorable à une solution systémique qui passe par une amélioration des procédures au sein du Conseil et du Comité. Il est nécessaire de faire avancer les discussions sur la limitation du temps dont le Comité a besoin pour examiner les demandes émanant des ONG, si l'on veut se conformer à l'esprit de l'alinéa b) du paragraphe 61 de la résolution 1996/31.

143. Le Brésil est favorable à un renforcement de la transparence et de la participation de la société civile aux réunions du Comité, notamment par la mise en œuvre de mesures visant à améliorer l'équilibre régional. Afin de renforcer la transparence, la délégation brésilienne demande la publication, après chaque session du Comité, d'une liste contenant les noms des ONG qui demandent le statut consultatif et indiquant le nombre de sessions au cours desquelles leurs demandes respectives ont été examinées. Afin d'accroître la participation de la société civile, le Brésil recommande de multiplier les réunions entre le Comité et les représentants de la société civile avant chaque session du Conseil, comme le prévoit l'alinéa a) du paragraphe 61 de la résolution 1996/31. Il faudrait autoriser les ONG qui demandent une accréditation à assister virtuellement aux sessions du Comité, afin de réduire les coûts et les difficultés logistiques auxquelles se heurtent les ONG des pays du Sud.

La séance est levée à 13 h 10.